

Formulaire de demande d'indemnisation des commerces de la rue de Carouge impactés par les travaux

1. **Raison sociale / Nom prénom** (indépendant-e) :

2. **IDE / n° RC** ou pièce équivalente :

3. **Adresse complète du commerce** (rue, n°) :

4. **Activité principale** (selon RPUS) :

5. **Statut :**

(cocher case)

Locatrice ou locataire direct

Propriétaire

Sous-locatrice ou sous-locataire*

Autre titre de possession

**En cas de sous-location : joindre attestation du bailleur conforme à l'art. 2 al. 3*

6. **Montant du loyer annuel net** :**

**hors charges accessoires et hors TVA) ou, pour les propriétaires-exploitants/possession équivalente, la valeur locative officielle (hors charges accessoires et hors TVA)

**joindre bail ou dernière déclaration fiscale

7. Période d'occupation des locaux :

Date de début :

Date de fin (si applicable) :

8. Coordonnées commerce :

Personne de contact :

Adresse email :

Numéro(s) de téléphone :

8bis. Ayant droit à l'indemnisation (si différent du commerce exploitant)* :

Raison sociale / Nom prénom (indépendant-e) :

Lien avec le commerce (propriétaire, société mère, sous-locataire, etc.) :

Adresse :

Adresse email :

Numéro(s) de téléphone :

Numéro IBAN au nom de l'ayant droit :

Adresse banque :

**Joindre tout document justifiant la qualité d'ayant droit économique (ex. attestation du bailleur, contrat de sous-location, procuration, etc.).*

9. Coordonnées bancaires IBAN :

Numéro IBAN :

Adresse banque :

Attestations à joindre au formulaire :

- Bail commercial couvrant la période (ou extrait du Registre foncier ou tout autre document attestant de la possession des locaux) ;
- Extrait du Registre du commerce (ou justificatif équivalent pour indépendants) ;
- Plans des locaux identifiant, si possible, les zones d'accès clientèle ;
- Photos attestant qu'au moins une entrée clientèle se trouve dans le périmètre ;
- Attestation sur l'honneur datée et signée (formulaire type) ;
- En cas de sous-location : une attestation du bailleur confirmant l'existence du sous-bail et la quote-part concernée ;
- En cas de bail couvrant partiellement la période indemnisée : copie du bail indiquant clairement les dates de prise d'effet et, le cas échéant, de fin ;
- Copie de la pièce d'identité des ayants droit économiques.